



HAL
open science

La sécurité internationale et le retour de l'économie politique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La sécurité internationale et le retour de l'économie politique. Economie de la sécurité, Mar 2008, Paris, France. hal-03559504

HAL Id: hal-03559504

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03559504>

Submitted on 7 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La sécurité internationale et le retour de l'économie politique

Jacques Fontanel

Document pour le séminaire « Economie de la sécurité »
Sciences Po. Paris, 14 Mars 2008.

La rationalité des décisions économiques est l'objectif principal de la science économique, laquelle se propose de déterminer les lois et des relations entre les variables économiques susceptibles d'un traitement logique ou mathématique. Cependant, le projet de rendre l'analyse économique partiellement indépendante des autres sciences sociales n'est pas satisfaisante. Les conditions politiques entre les Etats, l'importance des organisations internationales en économie, les questions de sécurité et les rapports de puissance entre les Etats alliés ou ennemis l'endettement public et privé, l'importance des fonds souverains, l'essor des technologies modernes de la production, les questions écologiques ou le réchauffement climatique sont finalement trop peu intégrées dans les réflexions des théoriciens de l'économie, ce qui contribue aux imprévisibles prévisions des économistes dans le court terme. Elles rappellent ainsi que l'économie est profondément politique, notamment dans une situation de globalisation économique croissante supposée pacifique.

The rationality of economic decisions is the main objective of economic science, which proposes to determine the laws and relationships between economic variables that are susceptible to logical or mathematical treatment. However, the project of making economic analysis partially independent of other social sciences is not satisfactory. Political conditions between states, the importance of international organizations in economics, security issues and power relations between allied or enemy states, public and private indebtedness, the importance of sovereign wealth funds, the rise of modern production technologies, ecological issues or global warming are finally too little integrated into the reflections of economic theorists, which contributes to the unpredictability of economists' forecasts in the short term. They remind us that economics is deeply political, especially in a situation of increasing economic globalization, with a main hypothesis of peace.

Political economy, economic science, international security
Economie politique, science économique, sécurité internationale

La science économique est obsédée par la recherche de la rationalité économique, laquelle est une des conditions favorables à la mise en place d'études rigoureuses, fondées à la fois sur des mathématiques plus ou moins puissantes et des statistiques jugées suffisamment exactes pour servir de support empirique aux « lois » ou « règles » micro ou macroéconomiques observées ou calculées. Quand les astrophysiciens sont capables d'envoyer avec une grande précision des hommes dans la lune, les chercheurs en économie présentent à la fois une grande hétérogénéité dans leurs analyses et leurs solutions font l'objet de débats, notamment dans la comparaison entre les prévisions calculées sur la base d'une réflexion économique approfondie et les résultats concrets obtenus. Lorsque le prix du pétrole a dépassé les 80 dollars, puis les 100 dollars le baril, de nombreux économistes en étaient surpris au regard de calculs économiques fixant ce prix à 40 dollars. Dès lors, la plupart des analystes ont considéré qu'il serait dorénavant impossible que les prix de cette énergie redescendent au niveau attendu par leurs calculs. Or, aujourd'hui, début 2016, le pétrole se situe à moins de 30 dollars le baril.

Les conditions technologiques et politiques exercent une influence considérable sur les résultats économiques. Les conditions politiques, les questions de sécurité et les rapports de puissance entre les Etats alliés ou ennemis redeviennent essentiels pour définir le prix d'une consommation intermédiaire d'une importance considérable pour le commerce extérieur des Etats, l'endettement public et privé, l'importance des fonds souverains, le réchauffement de la planète et sur les technologies modernes de la production. Elles rappellent ainsi que l'économie est profondément politique, notamment dans une situation de globalisation économique croissante.

La sécurité internationale est nécessaire au fonctionnement optimal de l'économie mondiale. Or, les actions entreprises par le secteur public pour protéger les citoyens de la violence des actes internationaux ou nationaux inamicaux ont un coût, qui, le plus souvent, est qualifié de fardeau. Pourtant, sans sécurité, sans protection face à la loi ou face aux actions violentes de groupes ou Etats organisés, l'activité économique ne peut plus fonctionner dans le cadre d'une optimalité

rousseauiste, des hommes, groupements et structures étatiques bons et désireux de vivre en paix. Certes, certains Etats ou groupes peuvent tirer avantage, à court ou à long terme, d'une situation de crise, mais du point de vue de la production et du bien-être global des populations, le résultat est négatif, non seulement en termes de destructions humaines et physiques, mais aussi dans l'évolution d'un commerce international apaisant et apaisé¹.

Dans les analyses économiques traditionnelles, la puissance comparative constituait un facteur dominant du comportement des Etats. Dans ce contexte, l'émergence de conflits pérennes, itératifs ou récurrents était une hypothèse à prendre en compte, en vue d'offrir la toute puissance au Prince, par la prédation, la colonisation, l'esclavage ou le contrôle de territoires rendus incapables ensuite de résister à la loi imposée². Il faudra attendre Adam Smith pour développer les règles de fonctionnement d'un capitalisme susceptible de produire une paix, dans l'intérêt mutuel des Nations et des hommes. Cependant, si Adam Smith³ avait sans doute commis une erreur en développant le concept de la « main invisible », concept qui est souvent repris sous des formes diverses par les tenants de l'économie de marché, il n'en avait pas moins indiqué que celle-ci ne pourrait s'exprimer que si la guerre, l'esclavage, la colonisation et l'insécurité interne étaient définitivement éradiqués. Cette condition préalable suggère que l'Etat est le garant du bon fonctionnement du marché et lui préexiste avant même que celui-ci ne soit libre et performant⁴.

Aujourd'hui, alors que le monde est sensible au bruit des bottes, à la violence du terrorisme et à la crainte nucléaire, les économistes font leurs analyses sans intégrer les questions de sécurité, comme si celle-ci était donnée⁵. Les seules études économiques qui sont produites mettent en avant les conséquences des actes de terrorisme, l'influence du complexe

¹ Fontanel, J. (2006), *Analyse des politiques économiques* (2006), Editions Office des Presses Universitaires, Alger

² Coulomb, F. Fontanel, J., Hébert, J.-P., & Samson, I. (2008) *The birth of the political economy or the economy at the heart of politics: Mercantilism*. *Defence and Peace Economics*, 9(5). Smith, R., & Fontanel, J. (2008). *International security, defence economics and the powers of nations*. in *War, peace and security*, Emerald, London.

³ Coulomb (2004), *War, Peace and Security*, Routledge, London and New York. Fontanel, J. (1978), *Présentation thématique et formalisée de la « richesse des Nations »*, *Revue économique*, Paris.

⁴ Barre, R., Fontanel, J. 1991) *Principes de politique économique*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991.

⁵ Chatterji, M. Fontanel, J. (2008), *War, Peace and Security*, Emerald, London, 2008

militaro-industriel ou le coût de la guerre en Irak⁶, en Afghanistan ou dans le Golfe Persique. Il ne s'agit donc pas d'intégrer le facteur sécuritaire dans leurs analyses, mais d'engager une étude a posteriori sur les coûts supposés des actions belliqueuses ou sur la production et la vente des armes. La question qui se pose toujours, sans solution évidente, est de s'interroger sur la permanence des actes guerriers quelle que soit leur nature. Quels sont les fondements de l'insécurité ?

Pendant la guerre froide des systèmes antagonistes d'économie de marché ou de planification étatique, l'existence de la force nucléaire partagée a sans doute dissuadé les Etats-Unis et à l'URSS d'une possible confrontation mutuelle. Les armes économiques ont alors constitué un moyen potentiel privilégié en vue d'affaiblir ou de contraindre un ennemi potentiel et systémique⁷, mais leurs utilisations, même stratégiquement cohérentes, ne se sont généralement pas révélées suffisamment efficaces pour régler seules les conflits interétatiques d'importance. L'antagonisme systémique longtemps évoqué pour expliquer la guerre froide n'est plus à l'ordre du jour avec l'effondrement de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie. L'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre implique l'exercice du fameux dilemme choix entre le beurre et le canon⁸, même si parfois c'est grâce à l'utilisation ou à la menace des canons que les grandes puissances ont pu « faire leur beurre »⁹. Cette stratégie mercantiliste de long terme a pour objectif principal d'appauvrir l'ennemi en l'obligeant à recourir à une course aux armements. Dans le cas d'espèce, deux grandes puissances ou groupes de pays puissants, jaugent l'effort économique et militaire de l'autre camp adversaire ou ennemi. Pour les pays de l'ex URSS, la double transition d'une économie planifiée vers une économie de marché et d'une économie militarisée à une économie civile a provoqué une profonde crise économique, caractérisée par

⁶ Stiglitz, J., Bilmes, L.J. (2008), *The Three trillion dollars, The true cost of the Iraq conflict*, W.W. Norton, New York ; Brück, T. (2008), *The Economic Analysis of Terrorism*, in *Routledge studies in defence and peace economics*, Routledge, London.

⁷ Smith, R., Fontanel, J. (2008). *International security, defence economics and the powers of nations*, in Fontanel, J., & Chatterji, M. (Eds.), *War, peace and security, contributions to conflict management, peace economics and development*. Emerald., London

⁸ Aben, J. (2000), *le fardeau de la sécurité*, Défense et finances publiques (actes du colloque international, 8 et 9 Juin 2000, L'Harmattan.

⁹ Aben, J., & Daures, N. (1993). *Chalk vs Guns: Some economic consequences of an announced French scenario*. *Defence and Peace Economics*, 4(4), 353-363.

l'accaparement des richesses nationales par les oligarques et l'essor d'inégalités sociales qui n'avaient pas été prévues, au moins à cette intensité, par les économistes des principales organisations internationales¹⁰.

Les analyses économiques ignorent la guerre, les conflits, les menaces armées ou les investissements nécessaires à la dissuasion et à la défense d'un territoire. Dans ce contexte, deux hypothèses sont présentes ; d'une part la guerre est supposée être un état normal, et d'autre part le développement économique conduit inéluctablement à une paix durable. Si les prédatons primitives, esclavagistes ou colonialistes ont été progressivement condamnées, les rapports de force militaires, économiques ou culturels restent bien présents dans le monde moderne. Dans la réflexion économique cette exploitation éhontée des hommes n'était jamais représentée ou analysée, comme si cette situation n'existait pas ou si les esclaves n'étaient assimilés à des investissements privés. Les antagonismes entre les systèmes économiques ont été violemment ou progressivement résolus par les révolutions, les guerres ou les contestations idéologiques ou religieuses. Au début des années 1990, le communisme propre à l'Union soviétique s'est effondré et l'essor mondial de l'économie de marché a laissé, un temps seulement, imaginer que les guerres allaient disparaître¹¹.

La fin de l'histoire, évoquée par Francis Fukuyama¹², n'a pourtant pas été confirmée. Pourtant, en 1995, le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) laissait sa place à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), une nouvelle organisation destinée à élargir le commerce mondial, à favoriser le libre-échange, à administrer un système globalisé de règles internationales, à répondre aux besoins des pays en développement (en se substituant ainsi partiellement à la CNUCED) et à régler les différends commerciaux entre les Etats membres¹³. L'idée selon laquelle

¹⁰ Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble. Fontanel, J., Gaidar, Y. (1998), L'avenir de l'économie russe, Presses Universitaires de Grenoble. Fontanel, J. (2002), *Disarmament: A century of economic thought*, Defence and Peace Economics, Tome 28,

¹¹ Une telle pensée avait déjà conquis les esprits des socialistes « utopiques » et des républicains au milieu du XIXe siècle, en prédisant la fin des conflits armés entre les Etats. Fontanel, J., Bensahel, L., Echinard, Y., Coissard, S. (2008), French utopian socialists about peace and security, *Defence and Peace Economics*

¹² Fukuyama, F. (1992) *The End of History and Last Man*, Free Press, New York.

¹³ Fontanel, J. (1995), *Les Organisations Economiques Internationales*, Masson, Paris.

la démocratie s'imposerait ainsi que le libéralisme dans toutes les strates de la société internationale, en satisfaisant ainsi le désir de reconnaissance de chaque homme dans son action quotidienne¹⁴, n'a pas été suivie de résultats probants. Si la démocratie et le libéralisme remportent une victoire éclatante face aux autres idéologies alors dépassées, aussi bien en pratique qu'en théorie¹⁵, elles n'ont pas non plus apporté la paix et une amélioration substantielle des conditions de vie de la grande majorité de la population mondiale, même si la famine collective des peuples les moins avancés n'est plus aujourd'hui aussi prégnante. Dans ce contexte, l'action économique de l'Etat n'est plus revendiquée par ses membres, le marché et le principe du libre échange sont supposés assurer le fonctionnement normal de l'économie internationale. Cependant, même si elles n'ont jamais disparu, les conflits et les guerres n'ont pas baissé d'intensité, surtout après l'acte terroriste des Twin Towers en septembre 2001.

La puissance économique accompagne souvent la puissance militaire. Pour analyser la puissance globale d'un Etat, les dépenses et budgets militaires ne sont que des indicateurs imparfaits, sans doute insuffisants s'ils ne sont pas couplés avec d'autres agrégats, notamment d'ordre économique. Les armes économiques se proposent d'affaiblir ou de contraindre l'ennemi potentiel ou ressenti à agir conformément aux règles internationales établies, mais leur civilisation n'est pas toujours optimale ou suffisamment efficace pour régler un conflit d'importance. Elles présentent l'avantage d'exprimer publiquement un désaccord politique, stratégique, idéologique ou économique avec un pays ou un groupe de pays et de présenter clairement les griefs et les moyens destinés à en éliminer les effets. L'embargo, le boycott, le blocus commercial, le gel des avoirs à l'étranger le contrôle des investissements étrangers ou l'arrêt de l'aide au développement constituent des armes économiques et financières au potentiel de nuisance important à court terme, considérable à plus long terme. Dans un monde globalisé, l'application normale de l'arme économique ne peut être que

¹⁴ Fontanel, J. (1993) *Economistes de la Paix* Presses Universitaires de Grenoble, PUG.

¹⁵ Fukuyama, inspiré par les thèses d'Alexandre Kojève, concède que d'importants troubles politiques et économiques ne vont pas manquer d'apparaître ou de renaître avec de nouveaux conflits à venir, mais le système démocratique sera suffisamment fort et ancré dans la mémoire et le comportement des hommes qu'il deviendra insurpassable et définitivement installé dans l'histoire des peuples.

collective, à moins qu'un pays, disposant d'un leadership politique, économique et militaire, utilise son pouvoir de coercition avec suffisamment de force¹⁶.

La recherche de puissance des Etats reste bien présente, mais elle n'est sans doute pas très consommatrice de conflits armés ou de menaces belliqueuses. Si le goût du pouvoir est toujours bien présent, il est souvent anesthésié pour les petites puissances par les nécessaires alliances qu'elles doivent nouer avec les grandes puissances, en nombre très limité. Les BRIC se proposent de défendre une autre conception des relations internationales, mais les problèmes internes de chacun de ses membres rendent difficiles la nécessaire cohérence des actions communes à engager¹⁷. Le groupe des 77 avait espéré dans les années 1980 obtenir la mise en place d'un N.O.E.I, nouvel ordre économique International, mais avec l'échec de l'URSS, le libéralisme a tout emporté. Cependant, le libre-échange effectivement développé ne ressemble pas au libre-échange théorique, lequel n'insiste pas suffisamment sur les interventions directes ou indirectes des Etats, sur les politiques du « beggar thy neighbour », lesquelles conduisent un pays à s'enrichir au détriment de ses alliés, notamment par la force du dollar pour les Etats-Unis ou par les paradis fiscaux pour les plus petits pays comme la Suisse ou les îles Cayman. Les différends commerciaux, les négociations pour devenir membre d'un organisme économique international, la guerre des monnaies (notamment le fameux benign neglect¹⁸ revendiqué par Washington) ou les armes de l'endettement constituent des instruments de politique de puissance ou de richesse d'un Etat au détriment des pays qui cherchent à respecter les règles. Le dollar reste le référent international, sans doute parce que le système politique et économique des Etats-Unis se présente « in fine » comme le sanctuaire du capitalisme.

- La globalisation ne profite pas également à tous les Etats. Il en résulte des luttes sournoises ou ouvertes concernant la disposition des richesses qui ne manquent pas d'inquiéter à

¹⁶ Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté, in « La question politique en économie internationale », La Découverte, Paris.

¹⁷ Fontanel, J. (1995) Organisations économiques internationales, Masson. Paris.

¹⁸ « Le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème » est sa formulation la plus connue. La valeur des créances en dollars n'est pas un sujet de préoccupation pour les Etats-Unis, c'est aux autres pays de défendre ou non leurs parités s'ils le jugent nécessaire.

terme, surtout avec l'émergence récurrente des crises financières au coût social considérable¹⁹. La lutte pour la production et la disponibilité des terres rares, si utiles aux technologies modernes, ne s'est pas encore déclarée, mais il n'y a aucun doute sur le fait qu'elle le sera dans les prochaines décennies, avec un fort potentiel de développement pour les producteurs et des négociations d'échange qui pourront ensuite conduire à des conflits, voire à des guerres économiques.

Dans ce contexte, l'Etat était d'abord considéré comme le gendarme d'un marché qui devait ressembler à celui décrit par l'économie pure de la théorie walrassienne. Il était chargé de faire respecter les lois économiques et il ne devait pas perturber le système par un budget en déséquilibre, évitant ainsi l'apparition « d'effets d'éviction ». Grâce aux mécanismes du marché, chaque facteur de production était supposé être payé à son efficacité marginale, ce qui faisait l'hypothèse héroïque selon laquelle les rendements d'échelle étaient toujours constants. De même, le développement économique dépendait principalement d'une prise de conscience de la capacité à améliorer le système productif. Selon la théorie des stades de développement de Rostow, chaque pays devait suivre des étapes de développement qui lui permettaient d'atteindre le « take off » (décollage) nécessaire pour atteindre progressivement le niveau de vie des économies développées, grâce à la consommation de masse. Il n'y avait aucune limite et aucune concurrence entre les économies nationales, le développement économique était un chemin que chacun devait suivre et réussir. Pourtant, cette théorie a été développée pendant la période du colonialisme et même de l'apartheid, ce qui témoigne parfois de l'aveuglement des économistes qui ne veulent jamais percevoir que la rareté et les rapports de force sont des éléments qui influencent toutes les variables micro et macroéconomiques.

- Les « monopoles » étaient contrôlés par les « lois antitrust » initiées par l'Etat gendarme. En effet, le marché valorise les vainqueurs du profit, ceux-ci éliminent progressivement tous les autres concurrents. Il faut donc restaurer la compétition économique, sans laquelle le capitalisme change de formes, de règles et donc de légitimité théorique. Cependant, les

¹⁹ Fontanel, J. (2005), La globalisation en « analyse ». Géoeconomie et stratégie des acteurs, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J., Henriques, P. (2007), A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores. Piaget Institute, Lisboa.

innovations faisant l'objet de brevets recréent des situations de monopole en faveur de leurs dépositaires. Les excès de « royalties » demandées par les propriétaires des brevets, souvent d'ailleurs installés dans les « paradis fiscaux » commencent aujourd'hui à être dévoilés et contestés. L'hypothèse de l'homogénéité des firmes est, indépendamment des valeurs dominantes de la finance, contestable. En fait, il existe deux types de firmes qui ne réagissent pas de la même manière à la concurrence. Les firmes proches de la « frontière technologique » réalisent des bénéfices substantiels avant même d'innover, alors que les autres firmes aux profits trop faibles cherchent à innover pour se rapprocher de la frontière technologique. Les firmes proches de la frontière technologique innovent alors davantage pour limiter la concurrence, alors que les firmes en rattrapage peuvent être découragées devant la force et la puissance de leurs concurrents. Ainsi, la concurrence exerce des effets contradictoires selon le rapprochement des firmes à la frontière technologique. Il faut toujours tester l'analyse théorique à la lecture et à l'étude des faits empiriques. Il faudrait une fiscalité qui sache distinguer l'innovation des autres sources d'inégalités en haut de l'échelle. Les firmes multinationales savent, de surcroît, déclarer leurs valeurs ajoutées dans les pays à la fiscalité optimale. Les échanges intra firmes répondent à ce simple critère, ce qui remet en cause partiellement la définition du PIB réel de chaque pays, au regard des déclarations comptables souvent invérifiables au regard du secret bancaire et de l'opacité des échanges.

- Les inégalités économiques croissantes créent des tensions graves sur les marchés de l'emploi et sur la consommation de biens publics et privés. L'augmentation du chômage et de la pauvreté dans de nombreux pays constitue une menace intérieure dont le degré de violence, aujourd'hui bien contenue, pourrait soudain remettre en cause les règles financières qui règnent dans le capitalisme. Les idées et les religions elles-mêmes alimentent la contestation. Le style de vie, incompatible avec certaines versions religieuses intolérantes, pousse vers un terrorisme aveugle qui marque la volonté de détruire un système de consommation de masse, auquel la substitution d'une règle religieuse est proposée. Dans ce cas, le conflit est plus difficile à gérer. Il faut considérer aussi que la recherche indéfinie de la croissance économique trouvera sa limite avec l'épuisement des matières premières ou des sols. C'est en cela que la croissance

du PIB ne défend que la croissance immédiate et ne peut favoriser le chemin d'un développement durable ou même soutenable. Au fond, la recherche sans contrôle du seul intérêt individuel abandonne l'idée même d'un avenir commun entre les générations.

Au début de ce XXI^e siècle, nous sommes passés d'un monde dominé par la nature à un monde dominé par l'homme, sans règle précise, de façon aléatoire. Pourtant, la supériorité de l'homme vient de sa capacité à collaborer avec ses semblables pour développer des projets communs et les réaliser. La survie suppose la coopération de l'ensemble du groupe, au moins pour faire face aux excès de la nature et aux prédateurs. L'homme reste inquiet et il a la difficulté de vivre. Le système optimal est devenu contraignant, inégalitaire, violent et surtout ingérable. L'homme ne sait toujours pas comment contraindre les acteurs économiques à respecter la planète Terre, alors même que les scientifiques s'inquiètent des bouleversements et des tragédies à venir.

Bibliographie

Aben, J., & Daures, N. (1993). Chalk vs Guns: Some economic consequences of an announced French scenario. *Defence and Peace Economics*, 4(4), 353-363.

Aben, J. (2000), *Le fardeau de la sécurité*, in Défense et finances publiques (actes du colloque international, 8 et 9 Juin 2000, L'Harmattan.

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble.

Barre, R., Fontanel, J. (1991) *Principes de politique économique*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991.

Brück, T. (2008), The Economic Analysis of Terrorism, in *Studies in defence and peace economics*, r, Routledge, London and New York.

Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military Expenditure Comparisons, in Peace, *Defence and Economic Analysis*, Mac Millan Press, London.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament, a century of economic thought, *Defence and Peace Economics* 14(3)

Coulomb (2004), *War, Peace and Security*, Routledge, London

Coulomb, F. Fontanel, J., Hébert, J.-P., & Samson, I. (2008, October). The birth of the political economy or the economy at the heart of politics: Mercantilism. *Defence and Peace Economics*, 9(5).

Coulomb, F., Fontanel, J. (2005), An economic interpretation of French military expenditure, *Defence and Peace Economics*, 16(4).

Fontanel, J. (1978), Présentation thématique et formalisée de la « richesse des Nations », *Revue économique*, Paris.

Fontanel, J. (1986), Le coût des forces nucléaires, *Arès, Défense et Sécurité*.

- Fontanel, J. (1993) *Economistes de la Paix* Presses Universitaires de Grenoble, PUG.
- Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military Expenditures, Armaments, and Disarmament, *Defence and Peace Economics*, 4 (1),
- Fontanel, J. (1994), The Economics of Disarmament. A Survey, *Defence and Peace Economics*, Vol. 5, n° 2, (34 pages).
- Fontanel, J., Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics*, 6.3.
- Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris..
- Fontanel, J., Gaidar, Y. (1998), *L'avenir de l'économie russe*, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J. (2002), *Disarmament: A century of economic thought*, *Defence and Peace Economics*, Tome 28,
- Fontanel, J., Samson, I. (2003) *Les liaisons dangereuses de l'Etat et de l'économie russe*, Pour Comprendre, L'Harmattan, Paris
- Fontanel, J. (2004), *Evaluation des politiques économiques*, Fragments de cours,, 1^e édition : EAD, UPMF, Grenoble (2004)
- Fontanel, J. (2006), *Analyse des politiques économiques*, Editions Office des Presses Universitaires, Alger
- Fontanel, J., Henriques, P. (2007), A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores. Piaget Institute, Lisboa.
- Fontanel, J. (2007), *Economie politique humanitaire*, *Economics of International Security*, March, UPMF, Grenoble.
- Fontanel, J. (2007) *Questions d'éthique: Guerre, démocratie, économie, éducation, marketing, sport, genre*, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J., Bensahel, L., Echinard, Y., Coissard, S. (2008), French utopian socialists about peace and security, *Defence and Peace Economics*
- Fontanel, J. Chatterji, M.. (2008), *War, Peace and Security*, Emerald, London, 2008.
- Fukuyama, F. (1992) *The End of History and Last Man*, Free Press, New York.
- Hattori, A., Fontanel, J., Chatterji, M. (1996), *Arms spending, development and security*, Ashing Publishing House, New Delhi
- Martin, S., Smith, R., Fontanel, J. (1987), Time-series of the macroeconomic impact of defence spending in France and UK, in *Peace Defence and Economic analysis*, MacMillan, London.
- Shkaratan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex, *Defence and Peace Economics* 9(4).
- Stiglitz, J., Bilmes, L.J. (2008), *The Three trillion dollars, The true cost of the Iraq conflict*, W.W. Norton, New York .